

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003666]

**4 APRIL 2024.** — Decreet van de Franse Gemeenschap houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 februari 2024 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 19 maart 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de bevoegdheden van de gemeenschappen en van de Federale Staat inzake het Tax Shelter stelsel voor audiovisuele werken en podiumwerken en tot informatie-uitwisseling (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 7 februari 2024 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 19 maart 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de bevoegdheden van de gemeenschappen en van de Federale Staat inzake het Tax Shelter stelsel voor audiovisuele werken en podiumwerken en tot informatie-uitwisseling.

**Art. 2.** Dit samenwerkingsakkoord wordt gevoegd bij dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,  
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024

*Stukken van het Parlement.* – Ontwerp van decreet, nr. 685-1 – Commissieverslag, nr. 685-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 685-3

*Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 3 april 2024.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/003660]

**29 MARS 2024.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment l'article 4, tel que modifié par le décret du 21 septembre 2023 modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 déterminant les règles de fonctionnement du Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 octobre 2023 relatif au référentiel de compétences, à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu le test genre du 29 janvier 2024 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole des 14 et 20 février 2024 du sous-comité de concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés pour l'enseignement non confessionnel ;

Vu le protocole du 14 février 2024 du comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II et du comité de négociation pour le statut du personnel de l'enseignement libre subventionné ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 11 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.850/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 11 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité de revoir les procédures fixées dans l'arrêté du 27 mai 2009 et les adaptant entre autres aux modifications apportées au décret du 2 juin 1998 précité et à la nouvelle organisation fixée dans l'arrêté du 11 octobre 2023 précité ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation, en charge de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique subventionné par la Communauté française ;

2° cours artistiques de base : les cours artistiques définis à l'article 4, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret ;

3° cours artistiques complémentaires : les cours artistiques définis à l'article 4, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret ;

4° filière : la subdivision administrative d'un cours artistique de base, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 5°, du décret ;

5° programme de cours du pouvoir organisateur : document produit par un pouvoir organisateur, reprenant pour chaque cours artistique de base ou complémentaire les éléments précisés dans les articles 3 et 4 du présent arrêté et approuvé par le Gouvernement, tel que visé à l'article 4, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret ;

6° programme de cours de référence : document produit par une ou plusieurs organisations représentatives de pouvoirs organisateurs, reprenant pour chaque cours artistique de base ou complémentaire les éléments précisés dans les articles 3 et 4 du présent arrêté et approuvé par le Gouvernement après avis du Conseil général, tel que prévu à l'article 4, § 4, alinéa 2, du décret ;

7° objectifs d'éducation et de formation artistiques : but à atteindre par l'organisation d'un cours en référence aux objectifs visés à l'article 4, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret et précisés dans les annexes 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté du 11 octobre 2023 relatif au référentiel de compétences, à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, ainsi que dans les annexes de l'arrêté du Gouvernement du 13 juillet 1998 autorisant l'organisation d'un enseignement spécifique de formation instrumentale et de formation vocale pour chantres-organistes et chefs de chœurs à l'académie de musique Saint-Grégoire à Tournai et de l'arrêté du Gouvernement du 13 juillet 2023 autorisant l'organisation d'un enseignement spécifique de la rythmique et de l'expression corporelle à l'Institut de Rythmique Jaques-Dalcroze de Belgique ;

8° compétence : aptitude à mettre en œuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être permettant d'accomplir un certain nombre de tâches, tel que défini à l'article 4, § 3, alinéa 3, du décret. Elle peut être à exercer et maîtriser ou à exercer tel que précisé dans les annexes de l'arrêté du 11 octobre 2023 précité ;

9° contenu d'apprentissage : ensemble de savoirs, savoir-faire et savoir-être constituant la matière à enseigner pour une filière, un groupe d'années ou une année d'étude donnée ;

10° situation d'apprentissage : ensemble de conditions et de circonstances susceptibles d'amener un élève ou un groupe d'élèves à construire des savoirs, savoir-faire et savoir-être et visant à initier, entraîner ou évaluer un apprentissage particulier ou un ensemble d'apprentissages intégrés ;

11° savoir : fait ou ensemble de faits, définition, concept, théorie, modèle, outil linguistique, corporel, plastique ou musical ;

12° savoir-être : l'attitude ou l'ensemble d'attitudes permettant de s'adapter à divers contextes sociaux et/ou d'apprentissage ;

13° savoir-faire : procédure, geste, mouvement, technique, schéma de résolution, standardisés et automatisés par l'apprentissage et l'entraînement ;

14° établissement : lieu où est dispensé l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, composé d'une ou de plusieurs implantations, placé sous la direction d'un directeur ou d'une directrice et organisé par un pouvoir organisateur ;

15° le ministre : le ou la ministre qui a l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions ;

16° l'administration : le service du Gouvernement de la Communauté française compétent pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

17° l'inspection : le service de l'Inspection de l'enseignement artistique visé à l'article 3, alinéa 3, 4°, du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection ;

18° le Conseil général : le Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit visé à l'article 121 du décret.

#### CHAPITRE II. — De la structure des programmes de cours

**Art. 2.** Le projet de programme de cours de référence mentionne le nom de l'organisation ou des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs, le nom du domaine artistique ainsi que l'intitulé du cours.

Le projet de programme de cours du pouvoir organisateur mentionne le nom du pouvoir organisateur, le nom du ou des établissements, le nom du domaine artistique et l'intitulé du cours.

L'administration numérote tous les projets de programmes des cours.

**Art. 3.** Pour chaque cours artistique de base, le programme de cours de référence ou le programme de cours du pouvoir organisateur doit, par filière, au minimum :

1° reprendre les objectifs d'éducation et de formation artistiques visés à l'article 1<sup>er</sup>, 7° ;

2° reprendre les compétences à exercer visées à l'article 1<sup>er</sup>, 8° ;

3° reprendre les compétences à maîtriser (sauf pour la filière préparatoire) visées à l'article 1<sup>er</sup>, 8° ;

4° préciser les contenus d'apprentissage et, le cas échéant, les situations d'apprentissage.

Concernant les cours de base, au sein de chaque filière, le programme de cours de référence ou le programme de cours du pouvoir organisateur est rédigé par année d'études, par groupes d'années d'études, ou par filière complète. Il distingue, le cas échéant, les cours pour enfants et les cours pour adolescents et adultes.

**Art. 4.** Pour chaque cours artistique complémentaire, le programme de cours de référence ou le programme de cours du pouvoir organisateur doit, au minimum :

- 1° reprendre les objectifs d'éducation et de formation artistiques visés à l'article 1<sup>er</sup>, 7° ;
- 2° reprendre les compétences à exercer visées à l'article 1<sup>er</sup>, 8° ;
- 3° préciser les contenus d'apprentissage et, le cas échéant, les situations d'apprentissage.

Concernant les cours complémentaires, le programme de cours de référence ou le programme de cours du pouvoir organisateur est rédigé par années d'études ou par groupes d'années d'études.

### CHAPITRE III. — Des procédures d'approbation et de la mise en application des programmes de cours

#### Section 1<sup>ère</sup>. — Des programmes de cours de référence

**Art. 5.** Les programmes de cours de référence sont rédigés par une ou plusieurs organisations représentatives des pouvoirs organisateurs. Celles-ci peuvent demander l'appui d'experts extérieurs, ainsi que de représentants de l'inspection compétents pour le domaine d'enseignement concerné, conformément à l'article 6, § 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection, concernant les missions d'expertise pédagogique à des fins d'appui dans le cadre de l'élaboration de programmes de cours interréseaux.

**Art. 6.** Le projet de programme de cours de référence est envoyé à l'administration par courrier électronique au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de l'année scolaire en cours.

L'administration en accuse bonne réception, lui attribue un numéro d'ordre et le transmet au Conseil général qui rend son avis conformément à l'article 121, § 2, 2<sup>o</sup>, du décret, ainsi qu'à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 déterminant les règles de fonctionnement du Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

En cas d'avis favorable du Conseil général, le projet de programme de cours de référence est soumis à l'approbation du Gouvernement ou de son délégué. Celui-ci communique sa décision aux organisations représentatives de pouvoirs organisateurs concernées et l'administration assure par voie de circulaire ministérielle, dans les trente jours calendrier, la publicité du programme de cours de référence approuvé.

En cas d'avis défavorable du Conseil général, dûment motivé, le projet de programme de cours de référence est renvoyé à la ou aux organisations représentatives des pouvoirs organisateurs pour amendements. Le projet amendé peut être à nouveau soumis à l'avis du Conseil général.

**Art. 7.** Tout pouvoir organisateur qui adhère à un programme de cours de référence est tenu d'en informer l'administration, en mentionnant l'intitulé et le numéro qui a été attribué au programme de cours par l'administration qui en accuse bonne réception.

#### Section 2. — Des programmes de cours d'un pouvoir organisateur

**Art. 8.** Tout projet de programme de cours d'un pouvoir organisateur est envoyé à l'administration entre le 15 octobre et au plus tard le 30 avril de l'année scolaire en cours.

L'administration en accuse bonne réception, lui attribue un numéro d'ordre et le transmet pour avis à l'inspection.

L'inspection examine le projet de programme de cours afin de déterminer si la mise en œuvre de celui-ci permettrait d'atteindre les objectifs d'éducation et de formation artistiques et les compétences à maîtriser ainsi que d'exercer les compétences, tels que défini dans les annexes de l'arrêté du 11 octobre 2023 précité.

En cas d'avis de conformité rendu par l'inspection, le projet de programme de cours est soumis à l'approbation du Gouvernement ou de son délégué. Celui-ci communique sa décision au pouvoir organisateur dans les cinquante jours calendrier à dater de la réception du projet.

En cas d'avis de non-conformité dûment motivé par l'inspection, l'administration en informe le pouvoir organisateur dans les cinquante jours calendrier à dater de l'envoi du projet. Le pouvoir organisateur peut demander l'organisation d'une rencontre avec l'inspection avant la rédaction d'un nouveau projet de programme de cours amendé. Cette rencontre a pour objectif de favoriser le dialogue autour des perspectives d'amélioration que le pouvoir organisateur va apporter au document en vue d'aboutir à sa conformité. Le pouvoir organisateur peut réintroduire un projet de programme amendé sous la forme d'une nouvelle demande, qui sera examinée durant l'année scolaire en cours pour autant qu'il l'envoie avant le 30 avril de cette année.

**Art. 9.** Les programmes de cours de référence et les programmes de cours d'un pouvoir organisateur entrent en application l'année scolaire qui suit la date de leur approbation. Dans le cadre de l'ouverture d'un nouveau cours, cette approbation reste valable pour une entrée en vigueur à la rentrée d'une année scolaire ultérieure.

Les pouvoirs organisateurs et les directions d'établissement veillent à leur application par les membres du personnel enseignant.

### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 10.** Pour l'année scolaire 2024-2025 et par dérogation à l'article 8, le ministre ou son délégué peut, à la demande d'un pouvoir organisateur adressée par courrier électronique à l'administration avant le 14 juin 2024 et après avis de l'inspection, autoriser l'organisation de certains cours visés dans les articles 1 et 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 octobre 2023 relatif au référentiel de compétences, à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

Les cours visés à l'alinéa 1 sont :

- 1° pour le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace :
  - a) le cours complémentaire de techniques artistiques ;
- 2° pour le domaine de la musique :
  - a) le cours de base d'analyse musicale ;
  - b) le cours complémentaire d'ensemble pop ;

- c) le cours complémentaire d'ensemble musical de transmission orale ;
  - d) le cours complémentaire de clavier d'accompagnement ;
- 3° pour le domaine des arts de la parole et du théâtre :
- a) le cours d'écriture ;
- 4° pour le domaine de la danse :
- a) le cours de base préparatoire à la danse ;
  - b) le cours complémentaire de danses urbaines ;
  - c) le cours complémentaire de techniques d'improvisation – composition ;
  - d) le cours complémentaire d'improvisation chorégraphique, spécialité claquettes ;
  - e) le cours complémentaire d'atelier chorégraphique pluridisciplinaire ;
  - f) le cours complémentaire de répertoire de la danse classique, variations féminines ;
  - g) le cours complémentaire de répertoire de la danse classique, variations masculines.

**Art. 11.** Pour l'application de l'article 10, la demande du pouvoir organisateur doit être accompagnée d'un dossier comprenant au minimum une description des contenus d'apprentissage pour la ou les années d'études envisagées. L'avis du Conseil des études portant sur l'ouverture du cours concerné doit être envoyé par courrier électronique à l'administration avant le 5 juillet 2024.

**Art. 12.** A titre transitoire, et selon le tableau fourni en annexe, certains programmes de cours en vigueur dans les établissements en 2023-2024 restent valables jusqu'à la fin d'année scolaire 2025-2026.

**Art. 13.** Pour les cours visés à l'article 10, si au 30 juin de l'année 2025, le pouvoir organisateur n'a pas signalé son adhésion à un programme de référence qui aurait été entre-temps adopté par le Gouvernement ou, si à la même date, il n'a pas envoyé un projet de programme conformément à l'article 8, il sera mis en demeure de le faire dans les soixante jours calendrier sous peine :

- d'une réduction de la dotation et des subventions de fonctionnement correspondantes ;
- de devoir prendre à sa charge, à partir de l'année scolaire suivante, la subvention-traitement de l'enseignant concerné et ce jusque qu'à la production d'un programme de cours approuvé par le Gouvernement.

**Art. 14.** Sans préjudice de la disposition visée à l'article 13, les programmes de cours de référence et les programmes de cours approuvés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputés approuvés et réputés s'adapter aux objectifs et compétences précisés dans l'arrêté du 11 octobre 2023.

**Art. 15.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est abrogé.

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le 26 août 2024.

**Art. 17.** Le Ministre qui a l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

---

## ANNEXE

Pour les cours de	restent valables jusqu'à la fin de l'année scolaire 2025-2026, les programmes de cours de
<b>1° pour le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace</b>	
dessin d'architecture et maquettisme (cours de base)	techniques artistiques, spécialité dessin d'architecture et maquettisme (cours complémentaire)
<b>2° pour le domaine de la musique</b>	
formation générale jazz (cours de base)	formation générale jazz (cours complémentaire)
formation instrumentale, spécialité carillon (cours de base)	instruments patrimoniaux, spécialité carillon (cours de base)
formation instrumentale, spécialité cornet à bouquin (cours de base)	instruments patrimoniaux, spécialité cornet à bouquin (cours complémentaire)
formation instrumentale, spécialité guitare électrique (cours de base)	instruments patrimoniaux, spécialité guitare électrique (cours complémentaire)
formation instrumentale de tradition locale, spécialité accordéon diatonique (cours de base)	instruments patrimoniaux, spécialité accordéon diatonique (cours complémentaire)
formation instrumentale de tradition locale, toutes spécialités (cours de base)	instruments patrimoniaux, toutes spécialités (cours complémentaire)
écriture musicale (cours de base)	écriture musicale et analyse (cours complémentaire)
création musicale numérique (cours de base)	création musicale numérique (cours complémentaire)
composition de musique électroacoustique (cours de base)	musique électroacoustique (cours complémentaire)
formation instrumentale, spécialité cornemuse et musette	formation instrumentale, spécialité cornemuse formation instrumentale, spécialité musette
chant choral	chant d'ensemble (cours complémentaire)
rythmes et rythmiques	pratique des rythmes musicaux du monde (cours complémentaire) rythmique (cours complémentaire)
lecture à vue instrumentale	lecture à vue – transposition (cours complémentaire)
transposition	lecture à vue – transposition (cours complémentaire)
histoire de la musique et audition commentée	histoire de la musique - analyse
clavier pour chanteurs	claviers pour chanteurs
improvisation musicale	improvisation
<b>3° pour le domaine des arts de la parole et du théâtre</b>	
corps et voix	techniques corps voix
analyse et histoire de la littérature et du théâtre	histoire de la littérature et du théâtre
<b>4° pour le domaine de la danse</b>	
claquettes (cours de base)	danse jazz, spécialité claquettes (cours complémentaire)
expression chorégraphique-spécialité : danse classique	danse classique, spécialité expression chorégraphique
expression chorégraphique-spécialité : danse contemporaine	danse contemporaine, spécialité expression chorégraphique
expression chorégraphique-spécialité : danse jazz	danse contemporaine, spécialité expression chorégraphique
histoire de la danse	danse classique, spécialité histoire de la danse
	danse contemporaine, spécialité histoire de la danse
	danse jazz, spécialité histoire de la danse

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2024 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

Bruxelles, le 29 mars 2024.

**Pour le Gouvernement de la Communauté française,**

**Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,**

**Pierre-Yves JEHOLET**

**La Ministre de l'Education,**

**Caroline DESIR**

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003660]

**29 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 4, zoals gewijzigd bij het decreet van 21 september 2023 tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 houdende de werkingsregels van de Algemene Raad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 oktober 2023 betreffende het referentiekader voor de competenties, de organisatie van de cursussen alsmede de toelating en de regulariteit van de leerlingen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op de « gendertest » van 29 januari 2024 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van 14 en 20 februari 2023 met het suboverlegcomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra voor het niet-confessioneel onderwijs ;

Gelet op het protocol van 14 februari 2024 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 11 maart 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.850/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 11 maart 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de noodzaak om de procedures die zijn vastgelegd in het besluit van 27 mei 2009 te herzien en deze onder andere aan te passen aan de wijzigingen die zijn aangebracht in voornoemd decreet van 2 juni 1998 en aan de nieuwe organisatie die is vastgelegd in voornoemd besluit van 11 oktober 2023;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, belast met het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan; Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° artistieke basiscursussen : de artistieke cursussen bepaald in artikel 4, § 3, eerste lid, 1°, van het decreet ;

3° aanvullende artistieke cursussen : de artistieke cursussen bepaald in artikel 4, § 3, eerste lid, 2°, van het decreet ;

4° studierichting : de administratieve onderverdeling van een artistieke basiscursus, zoals bepaald in artikel 1, 5°, van het decreet;

5° cursusprogramma van de inrichtende macht : document opgesteld door een inrichtende macht, waarin voor elke basis- of aanvullende artistieke cursus de elementen vermeld in de artikelen 3 en 4 van dit decreet en goedgekeurd door de Regering, zoals bedoeld in artikel 4, § 4, eerste lid, van het decreet, zijn opgenomen;

6° programma van de referentiecursus : document opgesteld door één of meer representatieve organisaties van inrichtende machten, waarin voor elke basis- of aanvullende artistieke cursus de elementen vermeld in de artikelen 3 en 4 van dit besluit zijn opgenomen en goedgekeurd door de Regering na advies van de Algemene Raad, zoals bepaald in artikel 4, § 4, tweede lid, van het decreet;

7° artistieke onderwijs- en opleidingsdoelstellingen : doestelling te bereiken door de organisatie van een cursus met verwijzing naar de doelstellingen bedoeld in artikel 4, § 3, eerste lid, van het decreet en gespecificeerd in de bijlagen 1, 2, 3 en 4 van het decreet van 11 oktober 2023 betreffende het referentiekader voor de competenties, de organisatie van de cursussen alsmede de toelating en de regulariteit van de leerlingen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, alsook in de bijlagen bij het besluit van de Regering van 13 juli 1998 waarbij machtiging wordt verleend een specifiek onderwijs van instrumentale en vocale opleiding voor zangers-organisten en koorleiders te organiseren in de "Académie de Musique Saint-Grégoire" te Doornik en het besluit van de Regering van 13 juli 2023 houdende toelating tot het organiseren van specifiek onderwijs van ritmiek en lichaamsexpressie aan het Institut de Rythmique Jaques-Dalcroze de Belgique;

8° competentie : het vermogen om een georganiseerd geheel van kennis, knowhow en interpersoonlijke vaardigheden toe te passen om een bepaald aantal taken uit te voeren, zoals bepaald in artikel 4, § 3, derde lid van het decreet. Ze kan worden beoefend en beheerst of worden beoefend zoals bepaald in de bijlagen bij voornoemd besluit van 11 oktober 2023;

9° leerinhoud: een geheel van kennis, knowhow en interpersoonlijke vaardigheden waaruit het te onderwijzen vak voor een studierichting, jaargroep of bepaald studiejaar bestaat;

10° leersituatie: een geheel van voorwaarden en omstandigheden die een leerling of een groep leerlingen ertoe kunnen brengen kennis, knowhow en interpersoonlijke vaardigheden op te bouwen, met het oog op een bepaalde leeractiviteit of een reeks geïntegreerde leeractiviteiten te initiëren, te trainen of te evalueren;

11° kennis: feit of geheel van feiten, definitie, concept, theorie, model, taalkundig, natuurkundig, plastisch of muzikaal hulpmiddel;

12° interpersoonlijke vaardigheden: de houding of het geheel van houdingen waardoor een persoon zich kan aanpassen aan verschillende sociale contexten en/of leeromgevingen;

13° knowhow: procedure, gebaar, beweging, techniek, oplossingschema, gestandaardiseerd en geautomatiseerd door leren en training ;

14° inrichting : een plaats waar het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan wordt gegeven, bestaande uit één of meer vestigingen, onder leiding van een directeur of een directrice en georganiseerd door een inrichtende macht;

15° "de Minister": de minister bevoegd voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan;

16° de administratie: de dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan;

17° de Inspectie: de inspectiedienst van het kunstonderwijs bedoeld in artikel 3, derde lid, 4°, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;

18° de Algemene Raad: de Algemene Raad voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan bedoeld in artikel 121 van het decreet.

## HOOFDSTUK II. — *De structuur van cursusprogramma's*

**Art. 2.** Het ontwerp van het programma van de referentiecursus vermeldt de naam van de organisatie of van de representatieve organisaties van de inrichtende machten, de naam van het artistieke domein en de titel van de cursus.

Het ontwerp van het cursusprogramma van de inrichtende macht vermeldt de naam van de inrichtende macht, de naam van de inrichting(en), de naam van het artistieke domein en de titel van de cursus.

De administratie nummert alle ontwerpen van cursusprogramma's.

**Art. 3.** Voor elke artistieke basiscursus moet het programma van de referentiecursus of het cursusprogramma van de inrichtende macht, per studierichting minstens :

1° de doelstellingen inzake artistieke onderwijs- en opleidingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1, 7° omvatten;

2° de uit te oefenen competenties bedoeld in artikel 1, 8° omvatten;

3° de te beheersen competenties omvatten (met uitzondering van de voorbereidende studierichting) bedoeld in artikel 1, 8° ;

4° de leerinhoud en, in voorkomend geval, de leersituaties specificeren.

Voor basiscursussen wordt het programma van de referentiecursus of het cursusprogramma van de inrichtende macht binnen elke studierichting opgesteld per studiejaar, per groep van studiejaar of per volledige studierichting. Het maakt, in voorkomend geval, onderscheid tussen cursussen voor kinderen en cursussen voor tieners en volwassenen.

**Art. 4.** Voor elke aanvullende artistieke cursus moet het programma van de referentiecursus of het cursusprogramma van de inrichtende machten minstens :

1° de doelstellingen inzake artistieke onderwijs- en opleidingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1, 7° omvatten;

2° de uit te oefenen competenties bedoeld in artikel 1, 8° omvatten;

3° de leerinhoud en, in voorkomend geval, de leersituaties specificeren.

Voor aanvullende cursussen wordt het programma van de referentiecursus of het cursusprogramma van de inrichtende machten opgesteld per studiejaar of per groep van studiejaar.

HOOFDSTUK III. — *Procedures voor de goedkeuring en uitvoering van cursusprogramma's**Afdeling 1. — Programma van de referentiecursus*

**Art. 5.** De programma's van de referentiecursus worden opgesteld door een of meer representatieve organisaties van inrichtende machten. Zij kunnen overeenkomstig artikel 6, § 4, 2°, van het decreet van 11 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, de steun vragen van externe deskundigen, alsook van vertegenwoordigers van de inspectie bevoegd voor het betrokken onderwijsdomein, wat betreft de opdrachten van pedagogische deskundigheid met het oog op steun bij de ontwikkeling van netoverschrijdende cursusprogramma's.

**Art. 6.** Het ontwerp van het programma van de referentiecursus wordt uiterlijk op 1 april van het lopende schooljaar per e-mail naar de administratie gestuurd.

De administratie bevestigt de goede ontvangst ervan, geeft het een volgnummer en stuurt het door naar de Algemene Raad, die zijn advies geeft overeenkomstig artikel 121, § 2, 2°, van het decreet, evenals artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 houdende de werkingsregels van de Algemene Raad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Als de Algemene Raad een gunstig advies uitbrengt, wordt het ontwerp van programma van de referentiecursus ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering of haar afgevaardigde. Deze deelt haar beslissing mee aan de betrokken representatieve organisaties van inrichtende machten en de administratie publiceert binnen dertig kalenderdagen het goedgekeurde programma van de referentiecursus door middel van een ministeriële omzendbrief.

Als de Algemene Raad een ongunstig met redenen omkleed advies uitbrengt, wordt het ontwerp van het programma van de referentiecursus voor wijziging naar de representatieve organisatie(s) van de inrichtende machten gestuurd. Het gewijzigde ontwerp kan opnieuw voor advies aan de Algemene Raad worden voorgelegd.

**Art. 7.** Elke inrichtende macht die tot een programma van de referentiecursus toetreedt, moet de administratie hiervan op de hoogte brengen, met vermelding van de titel en het nummer dat door de administratie aan het cursusprogramma is toegekend, die de ontvangst ervan bevestigt.

*Afdeling 2. — Cursusprogramma's van een inrichtende macht*

**Art. 8.** Elk ontwerp van cursusprogramma van een inrichtende macht moet uiterlijk tussen 15 oktober en 30 april van het lopende schooljaar naar de administratie worden gestuurd.

De administratie bevestigt de ontvangst ervan, kent een volgordenummer toe en stuurt het door naar de inspectie voor advies.

De inspectie onderzoekt het ontwerp van cursusprogramma om te bepalen of met de uitvoering ervan de artistieke onderwijs- en opleidingsdoelstellingen en de te beheersen en te beoefenen competenties, zoals bepaald in de bijlagen van het voornoemde besluit van 11 oktober 2023, kunnen worden bereikt.

Als de inspectie een conformiteitsverklaring afgeeft, wordt het ontwerp van het cursusprogramma ter goedkeuring voorgelegd aan de regering of haar afgevaardigde. Deze deelt haar beslissing mee aan de inrichtende macht binnen vijftig kalenderdagen na ontvangst van het project.

In het geval van een met redenen omkleede niet-conformiteitsverklaring door de inspectie, zal de administratie de inrichtende macht binnen vijftig kalenderdagen na de verzending van het project op de hoogte brengen. De inrichtende macht kan vragen om een bijeenkomst met de inspectie voordat er een nieuwe gewijzigd project van cursusprogramma wordt opgesteld. Het doel van deze bijeenkomst is om de dialoog te bevorderen over de verbeteringen die de inrichtende macht in het document zal aanbrengen om tot een conformiteit te komen. De inrichtende macht kan een gewijzigd ontwerpprogramma opnieuw indienen in de vorm van een nieuwe aanvraag, die tijdens het lopende schooljaar zal worden onderzocht, mits deze vóór 30 april van dat jaar wordt verzonden.

**Art. 9.** De programma's van de referentiecursus en de cursusprogramma's van een inrichtende macht worden van kracht in het schooljaar volgend op de datum van de goedkeuring ervan. Als er een nieuwe cursus wordt geopend, blijft deze goedkeuring geldig voor inwerkingtreding aan het begin van een volgend schooljaar.

De inrichtende machten en schooldirecteuren zorgen ervoor dat het onderwijzend personeel ze toepast.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** Voor het schooljaar 2024-2025 en in afwijking van artikel 8, kan de minister of zijn afgevaardigde, op aanvraag van een inrichtende macht die per e-mail naar de administratie is gestuurd vóór 14 juni 2024 en na ontvangst van het advies van de inspectie, de organisatie toestaan van bepaalde cursussen bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 oktober 2023 betreffende het referentiekader voor de competenties, de organisatie van de cursussen alsmede de toelating en de regulariteit van de leerlingen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De cursussen bedoeld in het eerste lid zijn :

1° voor het domein van beeldende, visuele en ruimtekunsten ;

a) de aanvullende cursus kunsttechnieken ;

2° voor het domein van muziek :

a) de basiscursus muziekanalyse ;

b) de aanvullende cursus popensemble ;

c) de aanvullende cursus mondeling muzikaal ensemble ;

d) de aanvullende cursus begeleidingstoetsenbord;

3° voor het domein van het gesproken woord en theater :

a) de cursus schrijven ;

4° voor het domein van dans :

a) de voorbereidende basiscursus dans ;

b) de aanvullende cursus urban dance ;

c) de aanvullende cursus improvisatietechnieken - compositie;

d) de aanvullende cursus choreografische improvisatie, specialiteit tapdans;



- e) de aanvullende cursus multidisciplinaire choreografische workshop;
- f) de aanvullende cursus klassiek dansrepertoire, vrouwelijke variaties;
- g) de aanvullende cursus klassiek dansrepertoire, mannelijke variaties.

**Art. 11.** Voor de toepassing van artikel 10 moet het verzoek van de inrichtende macht vergezeld gaan van een dossier dat ten minste een beschrijving bevat van de leerinhoud voor het (de) beoogde studiejaar(ren). Het advies van de studieraad over de opening van de betreffende cursus moet vóór 5 juli 2024 per e-mail naar de administratie worden gestuurd.

**Art. 12.** Bij wijze van overgangsmaatregel en volgens de bijgevoegde tabel blijven bepaalde cursusprogramma's die in 2023-2024 op scholen van kracht zijn, geldig tot het einde van het schooljaar 2025-2026.

**Art. 13.** Voor de cursussen bedoeld in artikel 10, indien de inrichtende macht op 30 juni van het jaar 2025 niet heeft laten weten dat zij zich aansluit bij een referentieprogramma dat intussen door de Regering zou aangenomen zijn, of indien zij op diezelfde datum geen ontwerpprogramma overeenkomstig artikel 8 heeft ingediend, wordt zij formeel aangemaand dit binnen zestig kalenderdagen te doen, op straffe van :

- een verlaging van de dotatie en van de bijbehorende werkingssubsidies;
- de betaling vanaf het volgende schooljaar van de wedde-subsidie voor de betrokken leerkracht, totdat er een door de regering goedgekeurd cursusprogramma is opgesteld.

**Art. 14.** Onverminderd de bepaling bedoeld in artikel 13, worden de programma's van de referentiecursus en de cursusprogramma's die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden goedgekeurd, geacht te zijn goedgekeurd en te zijn aangepast aan de doelstellingen en competenties bepaald in het besluit van 11 oktober 2023.

**Art. 15.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 26 augustus 2024.

**Art. 17.** De Minister van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/003661]

### 5 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 24 avril 2014 portant exécution du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, tel que modifié ;

Vu le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, les articles 23, § 5, 26, alinéa 2, 27, alinéa 3, 29, alinéa 2, 32, § 2, 33, § 2, 41, alinéa 2, 72, § 4, 79, § 1<sup>er</sup>, 91, alinéa 2, 92, § 1<sup>er</sup>, 101, alinéa 2, modifiés par les décrets du 28 mars 2019 et du 21 mars 2024 ;

Vu le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, l'article 96, § 1<sup>er</sup>, modifié par les décrets du 25 juin 2020 et du 6 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2014 portant exécution du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels ;

Vu le test genre réalisé en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> février 2024 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale, rendu le 7 mars 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 25 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.974/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la ministre de la Culture,

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2014 portant exécution du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « Commission des centres culturels » sont à chaque fois remplacés par les mots « Commission d'avis ».